

Quel avenir pour l'Afghanistan ? Entretien avec Pierre Micheletti

samedi 16 octobre 2021, par [Jeanne DURIEUX](#), [Pierre MICHELETTI](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jeanne DURIEUX](#), [Pierre MICHELETTI](#), **Quel avenir pour l'Afghanistan ? Entretien avec Pierre Micheletti**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 16 octobre 2021.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Que nous apprend l'Afghanistan au sujet des interventions militaires occidentales du "nation building" ? Quelles sont les idées fausses concernant la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan ? Quid de la situation des femmes ? Pierre Micheletti, qui a dirigé « Afghanistan, gagner les cœurs et les esprits », éd. PUG, répond aux questions de Jeanne Durieux pour *Diploweb.com*.

Jeanne Durieux (J. D.) : Alors que l'Afghanistan est surnommé « le tombeau des empires », la prise de pouvoir des talibans était-elle prévisible, face à une présence américaine qui n'aurait joué qu'un rôle provisoire de garde-fou ? Que nous apprend l'Afghanistan au sujet des interventions militaires occidentales et thème du "nation building" ?

Pierre Micheletti (P. M.) : Chaque prise de pouvoir entretient l'espoir chez les populations qu'enfin, la paix reviendra. Le pays est ravagé lorsque les talibans arrivent au pouvoir en 1996, mais la population croit enfin sortir de cette spirale de violence continue. La coalition rentre en 2001, et là encore, les Afghans croient avoir la paix ; idem en 2021 avec la prise de pouvoir de 2021.

En fait, Joe Biden a tordu l'histoire. [En 2001, lorsque la coalition est entrée en Afghanistan, la doctrine affichée était celle d'une « nation building », avortée très vite par le fait que les États-Unis se sont engagés sur la guerre en Irak \(2003\)](#). Ceux-ci n'accompagnent dès lors plus la promesse de sécurité et de développement économique qu'attendait la population. Peu ou prou, le « nation-building » reste la doctrine officielle jusqu'en 2014, date à laquelle le président B. Obama opte pour le « surge », soit pour le renforcement de la présence américaine sur le sol afghan. Il souligne également que le « nation-building » n'est plus le dossier actuel. Joe Biden dit donc vrai... Mais seulement depuis 2014.

Finalement, il a seulement fallu quelques jours après le désengagement massif des États-Unis pour que le pays bascule : on était bien dans quelque chose d'artificiel, et en même temps préparé en amont. Les accords de Doha en 2020 ont montré que les États-Unis tenaient vraiment à ce que la phase de retrait ne s'accompagne pas de violences à l'égard de l'armée américaine. Les États-Unis se retirent, le pays tombe comme un fruit mur, et les États-Unis peuvent se prévaloir que la dernière année de présence américaine n'a pas coûté la vie à trop de soldats américains en dehors de l'attentat de l'aéroport de Kaboul, dernier paroxysme en la matière. Tout cela était au fond au cœur du processus de négociation.



Pierre Micheletti

J. D. : Quelles sont les trois idées fausses à démentir concernant la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan ?

P. M. : En premier lieu, ce n'est peut-être plus d'actualité mais cet accès au pouvoir n'a rien d'une surprise. Il a été préparé, voulu par le négociateur étatsunien, sous forme d'un accord en février 2020. Le seul élément de surprise serait la rapidité avec laquelle Kaboul est tombée, alors même que tous pressentaient un accès au pouvoir plus progressif, plus étalé dans le temps. Je ne regrette pas, personnellement, ce scénario, plutôt que le scénario type 1996 dans lequel les talibans avaient accédé le pouvoir au terme d'un conflit très meurtrier dans les provinces et autour Kaboul. Je « préfère » cette chute rapide, indépendamment des questions qu'elle soulève. Je trouve [la communauté internationale](#) un peu hypocrite dans la mesure où les États-Unis avaient volontairement tenu à l'écart le gouvernement d'Ashraf Ghani des négociations à Doha. Ils avaient donc choisi leur partenaire ; on était bien là dans la chronique d'une alternance politique annoncée. Les talibans ont pris le pouvoir à Kaboul en 1996, dans une capitale ravagée par la guerre, qui contenait à peine 300 000 habitants. Ils sont rentrés en 2021 dans une capitale intacte de 4 millions d'habitants. En 1996, ils s'étaient précipités dans les bâtiments de l'ONU à Kaboul pour torturer et tuer l'ancien président Najibullah qui était resté en Afghanistan. En 2021, les talibans négocient avec l'ancien président Karzaï, prédécesseur de M. Ghani (qui a quitté précipitamment la capitale afghane le 14 août 2021) : il y a bien une scénographie différente.

En outre, dans les médias, on a vite dit du premier gouvernement qu'il n'envoyait aucun signal d'ouverture sur les points relatifs aux droits humains auxquels les pays occidentaux, en particulier, sont très attentifs. De fait, beaucoup de mesures prises sur la mixité et la répartition des portefeuilles n'envoient pas ces signes d'ouverture, mais je trouve là aussi assez hypocrite le fait qu'on ne comprenne pas que dans toute logique politique d'accession au pouvoir, on récompense les vainqueurs, les artisans de la victoire. C'est ce qu'on retrouve dans la composition de ce gouvernement, qui ne sera peut-être, c'est ce que nous ne pouvons que souhaiter à la population, que provisoire. Cette absence d'ouverture du premier gouvernement des talibans, si elle ne s'accompagne pas, comme cela semble être le cas, de règlements de compte et de massacres à grande échelle (ce qui reste à prouver), pourra peut-être laisser entrevoir de nouvelles perspectives qui pourront ensuite nous inscrire dans une possible

évolution. L'avenir nous le dira.

Enfin, le troisième cliché réside dans l'idée selon laquelle les talibans seraient en train de reproduire un scénario identique à celui de 1996, qui avait été très violent (exécution en public, lapidations de femmes...). On a le sentiment que ce n'est pas le cas mi-octobre 2021, mais des incertitudes persistent, alors même que les informations circulent peu quant aux réalités des situations dans les provinces. [Cela n'exclue pas que certaines violences puissent avoir lieu](#), dans les capitales provinciales ou dans les campagnes.

Comme observateur sans être spécialiste, il s'agirait également de recentrer la question sur la réalité de la chaîne de commandement entre ceux qui ont pris le pouvoir à Kaboul et les échelles périphériques. Le discours plus nuancé, plus policé de Kaboul est-il réellement relayé dans les provinces ?

J. D. : En conséquence, peut-on espérer un Afghanistan unifié autour du pouvoir taliban alors même que les fractions tribales, religieuses et territoriales se sont considérablement modifiées depuis leur dernière prise de pouvoir en 1996 ?

P. M. : Il est hasardeux de se prononcer aujourd'hui : en 1996, les talibans étaient un mouvement armé qui avait prospéré sur l'empreinte communautaire pachtoune, laquelle a toujours été historiquement à cheval sur le Pakistan et l'Afghanistan. En 1996, elle représentait 75 à 80% de la population afghane, et 15% de la population pakistanaise. Aujourd'hui, alors que les talibans semblent avoir pris la quasi intégralité du pays dans des conditions relativement apaisées, cela signifie-t-il que cette [assise sur la communauté pachtoune](#) est toujours d'actualité, ou bien les conditions de contrôle du pays laisseraient-elles à penser que le mouvement a pu prospérer en s'affranchissant de cette hégémonie pachtoune au point de pouvoir se développer dans des territoires contrôlés par d'autres minorités ? C'est ce que laissent à penser les conditions de la prise de pouvoir, mais que feront les talibans une fois assis au pouvoir ? Affirmeront-ils de nouveau une forme de prééminence installée sur une ethnie dont ils sont issus, ou auront-ils l'intelligence de continuer à entretenir une forme de consensus qui transcende la répartition ethnique ? On ne saurait le dire pour le moment. Les talibans ne semblent pas se structurer, avec toutes les réserves d'usage qu'on peut prendre concernant les informations dont on dispose. Se pose en tout cas [la question de la pluralité ethnique dans le pilotage du pays](#).



Carte de l'Afghanistan, des peuples entremêlés

Cliquer sur la vignette pour voir la carte en grand format

J. D. : L'Afghanistan a fait face à une explosion de son taux d'urbanisation ces vingt dernières années. Y-a-t-il une forme d'ambivalence entre la prise de pouvoir des talibans à Kaboul, capitale du pays, et ces foyers de résistance qui peuvent se constituer dans les centres urbains ?

P. M. : Effectivement, la différence entre les situations de 1996 et de 2021 tient aussi à l'impressionnante progression démographique [1]. Les talibans ont pris un pays qui pesait 18 millions d'habitants en 1996, contre un pays qui en pèse 38,9 millions mi-2020. Ils prennent les rênes d'un pays dont [le taux d'urbanisation](#) a plus que doublé en 25 ans, pour être de 30% aujourd'hui.

Il s'agit donc de s'interroger sur la capacité des talibans à exercer un contrôle social serré sur un pays qui subit ces augmentations démographiques et cette urbanisation. Alors que les talibans sont plutôt issus du monde rural, ont-ils les connexions autres que les milieux pachtounes en milieu urbain pour exercer le même niveau de contrôle social et de police des mœurs dans les villes comme ils ont pu le faire autrefois dans un Afghanistan très rural ? En outre, cette urbanisation va de pair avec un certain nombre d'avancées dans les villes sur les questions des droits de l'homme, de la scolarisation des filles, de la place des femmes dans certains métiers... La question est donc de savoir quelle sera la position des talibans. Voudront-ils fracasser tous ces acquis, ou, en y mettant des formes et du temps, s'accommoder un moment donné de cette nouvelle réalité sociale ? Ce sont des questions essentielles, mais là encore, l'avenir le dira.

J. D. : La mise en récit de la présence occidentale en Afghanistan a souvent mis en avant le statut des femmes. Comment a-t-il évolué depuis 2001, et quelles sont les perspectives ?

P. M. : La situation des femmes a passionné la communauté internationale, qui a pu alors avoir tendance à oublier que l'Afghanistan compte également [une population](#) d'hommes et d'enfants également dans une situation extrêmement difficile.

Face aux acquis de ces 20 dernières années (scolarisation, espérance de vie, amélioration de certains indicateurs de santé comme la mortalité des enfants de moins de 5 ans), et contrairement à 1996, les talibans auront-ils l'intelligence de conserver l'appareil d'État qui a permis ces progrès ?

L'OMS a attiré l'attention, le 23 septembre 2021, sur la déliquescence inquiétante du système national afghan de santé. Les nouveaux maîtres du pays se préoccupent-ils de cette réalité en tentant de maintenir autant que faire se peut les outils usuels des politiques publiques, dont l'ensemble des acteurs du ministère de la santé ? Encore faut-il qu'ils aient les moyens de le faire... La question d'abord, est de savoir s'ils en ont la volonté, ou s'ils vont tout balayer d'une main en décrétant que le respect du Coran suffira à régler les affaires du pays. S'ils ont acquis des postures réalistes, ils admettront que, par exemple, le ministère de la Santé ne peut fonctionner sans les femmes. Il ne s'agirait pas de reproduire la situation de 1996, dans laquelle les talibans avaient autorisé la présence des femmes dans le ministère de la Santé seulement pour les problématiques liées à la gynécologie et à l'accouchement. Les talibans pourraient retomber dans cet archaïsme, ou bien être pragmatiques en maintenant les

ministères en état de fonctionnement. Il est essentiel de comprendre que le ministère de la Santé ne pourra fonctionner bien seulement si on ne se prive pas des femmes qui l'ont fait fonctionner. Les témoignages invitent pour l'instant à penser, pourtant, que les talibans ont demandé à beaucoup de femmes de rester chez elles afin de permettre de mettre en place de nouvelles modalités de travail, ce qui n'est pas rassurant pour l'avenir.

J. D. : Cela mène à la question de la pérennisation du régime. Sur quelles futures alliances internationales les talibans pourront-ils compter ? Ont-ils finalement besoin de ce soutien international pour pérenniser le régime, ou se suffit-il à lui-même ?

P. M. : Le régime taliban est incapable de se pérenniser sur le plan financier aujourd'hui. La question cruciale tient alors à savoir ce que peuvent lui rapporter des alliances qu'il a déjà plus ou moins lié avec [la Chine](#), [la Russie](#) ou le Pakistan.

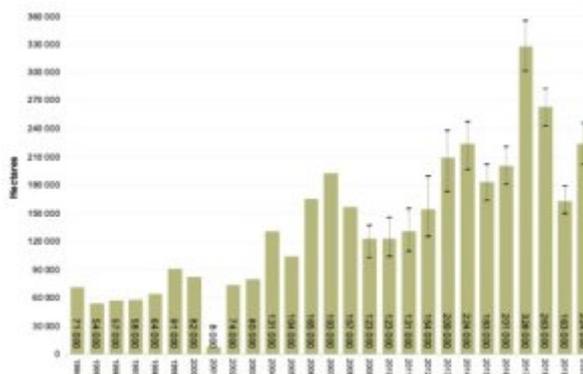
Ces alliances économiques, en tout cas, ne rapporteront jamais, sur le très court-terme, les sommes nécessaires pour faire fonctionner les politiques publiques dans le pays. On a bien vu qu'António Guterres, avant la réunion des donateurs de septembre 2021, avait subordonné le maintien des aides financières au respect d'un certain nombre de principes en matière des droits de l'homme. Je le regrette : les droits de l'homme sont évidemment très importants, mais nous sommes dans une situation de crise humanitaire, dans un pays en état de pré-famine, et non dans une situation de restauration de la paix. Cette situation humanitaire et surtout nutritionnelle est telle qu'elle ne doit souffrir d'aucun retard : il faut urgemment fournir de la nourriture aux 10 millions d'afghans qui sont en état de grande insécurité alimentaire. Dans un tel contexte, le Droit International Humanitaire, ne doit souffrir d'aucune clause restrictive pour que l'aide puisse se déployer.

J. D. : Face à la dégradation de l'agriculture vivrière, intrinsèquement liée aux violences armées et à la production de pavot, quel avenir pour l'agriculture afghane ?

P. M. : Depuis 1979, et l'entrée des troupes d'occupation soviétique en Afghanistan, on a pu observer une vraie dégradation de l'agriculture vivrière. Cette dégradation a d'abord été le fait des conflits qui ont occasionné des déplacements des populations et vu se multiplier les bombardements qui ont dégradé les systèmes d'irrigation. Or, 12% des terres seulement sont cultivables. En outre, le conflit a eu une autre conséquence non-négligeable : inexorablement, les surfaces consacrées à la culture du pavot n'ont cessé d'augmenter. Pendant la période d'occupation russe de 1979 à 1989, la production de pavot ont été multipliées par 5, bien que leur superficie restait encore, globalement assez faible. Or, nous sommes aujourd'hui à 234 000 hectares ! Sur la seule année 2019-2020, il y a eu 37% d'augmentation des surfaces dédiées à la culture du pavot. On a donc une réalité agricole plus qu'inquiétante en Afghanistan, alors même que les surfaces consacrées à la culture vivrière, familiale, manquent.

Le pays est en état de stress alimentaire majeur. Ceci a récemment valu une interpellation sans équivoque de la part de l'UNICEF pour obtenir une mobilisation de l'aide internationale. Les talibans ne pourront transformer d'un coup de baguette magique des hectares de production de pavot en surface agricole vivrière. On constate aussi que la culture exponentielle du pavot a permis la génération de revenus pour acquérir de l'armement, bien que les talibans le réfutent. Ceux-ci se sont donc reposés sur une culture qui leur a permis d'augmenter leur potentiel militaire.

De plus, les agriculteurs s'acheminent naturellement vers les cultures qui leur rapportent le plus d'argent. Produire du pavot leur permet de dégager davantage de ressources, plus qu'ils n'en auraient eu comme simples paysans d'agriculture vivrière. En outre, quand bien même on déciderait de tout déplanter aujourd'hui, il faudrait plusieurs années pour relancer un cycle d'agriculture vivrière.



UNODC, Opium poppy cultivation in Afghanistan (ha), 1994 to 2019

Source : Afghanistan Opium Survey 2020. Cultivation and Production. Executive Summary.

UNODC

J. D. : En conséquence, les populations se tourneront-elles vers les talibans qui pourraient leur apporter biens et services ?

P. M. : Cela dépend de comment les talibans se positionneront. Ils pourraient avoir comme axe fort de restaurer un certain nombre de politiques publiques. Les vingt dernières années ont vu les populations s'habituer à un certain nombre de prestations, en tout cas dans le milieu urbain. Beaucoup d'indicateurs témoignent des progrès depuis vingt ans, dont le premier est [l'espérance de vie](#). Entre 2001 et aujourd'hui, le pays a gagné dix ans d'espérance de vie, en passant de 55 à 65 ans. Les pathologies majeures que sont la mortalité des moins de cinq ans et des femmes à cause de la grossesse restent très élevées, parmi les plus élevées du monde, mais elles ont néanmoins beaucoup progressé. Il y a donc une aspiration de la population au maintien d'un certain nombre de services qui relèvent des politiques publiques. Les talibans ont déjà répondu à une aspiration majeure de la population qui était de sortir de la guerre, de la corruption. La violence semble avoir, dès leur prise de pouvoir, cessé, avec un point d'interrogation qui subsiste : quel contrôle social vont-ils avoir dans cette nouvelle société afghane pour repérer les groupes extrémistes qui pourraient vouloir renouveler des attentats violents, pour déstabiliser le pays ? Ces derniers pourraient permettre ainsi le renouvellement de la prospérité des groupes djihadistes internationaux qui se serviraient de l'Afghanistan comme base arrière de terrorisme international. On en voit déjà quelques signaux, dont les attentats de l'aéroport.

Finalement, quel pouvoir de déstructuration et de nuisance auront ces [djihadistes](#) ? Les talibans sauront-ils les juguler ? Tiendront-ils leurs engagements de Doha, de ne rien faire qui permette au pays de redevenir un sanctuaire pour de tels groupes ?

J. D. : Quel avenir de la promesse des talibans de [ne pas faire de l'Afghanistan un nouveau sanctuaire du terrorisme international](#) ?

P. M. : Beaucoup de choses convergent pour pousser les talibans à [ne pas faire de l'Afghanistan une base arrière de terrorisme](#). Les États-Unis, déjà, vont surveiller la situation. Les Chinois ont établi avec les talibans des partenariats économiques et subordonneront ces partenariats au non-soutien des talibans aux mouvements religieux ouïghours. La Russie se dit prête à des partenariats, mais elle sera attentive à ce que les talibans ne remettent pas le feu dans les Républiques du Sud-Caucase. En outre, la population russe est un gros consommateur de l'héroïne créée à partir du pavot afghan.

[L'Iran, sur le flanc ouest](#), entretient toujours des clivages traditionnels qui se constituent autour d'une opposition entre un Iran chiite et un mouvement taliban sunnite, bien que le passé ait montré que les uns et les autres sont capables de s'affranchir de ces divisions. La question du jeu du Pakistan est aussi centrale quand on voit le double-discours qu'il a entretenu sur les vingt dernières années, en se disant allié de la coalition et en affichant sa bonne volonté de ne pas laisser les talibans prospérer sur son sol, alors même qu'il hébergeait Ben Laden. Les flux financiers ne viendront en tout cas pas du Pakistan qui n'en n'a pas les moyens. N'oublions pas non plus qu'avec la prise de pouvoir des Talibans, s'arrête un autre [pourvoyeur d'aide internationale qu'était l'Inde](#). Celle-ci était, avant la chute récente de Kaboul, un partenaire essentiel du gouvernement de M. Ghani, s'opposant ainsi à la volonté d'hégémonie du [Pakistan, rival de toujours](#). L'Inde était donc très présente sur le plan économique et d'aide au développement en Afghanistan, pour s'opposer à la doctrine de la « profondeur stratégique » que le Pakistan revendique sur sa frontière occidentale.

Les attentats perpétrés à Kaboul le 3 octobre 2021 dans une mosquée sunnite, puis celui contre les fidèles de la mosquée chiite de Kunduz le 8 octobre 2021, - tous deux revendiqués par l'État Islamique au Khorassan -viennent rappeler dramatiquement que la réémergence d'un [terrorisme](#) international utilise toutes [les fragilités et lignes de fractures](#) intercommunautaires pour œuvrer à une déstabilisation du pays. C'est sur un effondrement de [l'État](#) qu'il pourrait alors connaître une brusque montée en puissance.

Copyright Octobre 2021-Micheletti-Durieux/Diploweb.com

Plus

Pierre Micheletti (dir.) « Afghanistan, gagner les cœurs et les esprits », PUG, RFI, 2014. [Sur Amazon](#)

« Justice est faite », déclarait le président Barack Obama en mai 2011, en annonçant la mort d'Oussama Ben Laden, mettant fin à dix années de bras de fer entre les autorités américaines et le leader islamiste.

Depuis le raid des forces spéciales américaines contre l'édifice qui abritait Ben Laden au Pakistan, prolongeant un nouveau cycle de guerre civile, l'épicentre de l'affrontement anti-terroriste s'est situé sur les terres afghanes, avant de se déplacer vers la Syrie et l'Iraq. Treize ans de violence et de guerre qui auront été le quotidien d'un peuple dont les perspectives d'avenir ne se sont pas soldées dans la mort de la figure tutélaire d'al-Qaeda.

En Afghanistan, sur la question religieuse érigée en stratégie antisoviétique durant la guerre froide, le monstre s'est retourné contre son concepteur...

Après le temps des Soviétiques, puis celui des Talibans, vient la fin programmée du temps des Américains et de leurs alliés occidentaux, qui devait conduire à la paix et à la démocratie, à la fin de la production de drogue, à la liberté pour les femmes, qui devait, enfin, réussir à « gagner les coeurs et les esprits »... Nous en sommes loin.

Dans cet ouvrage écrit à plusieurs mains, des universitaires spécialistes de la question, des journalistes de terrain et des praticiens de l'action humanitaire croisent leurs points de vue sur les mécanismes qui alimentent le conflit, dressent un bilan de la période qui s'achève et mettent en lumière quelques chemins possibles pour imaginer d'autres scénarios que ceux de la violence répétée. Pour enfin voir fleurir un espoir sur les cendres des attentats du 11 septembre 2001 comme sur la terre endeillée de l'Afghanistan.

P.-S.

Pierre Micheletti est Président d'Action Contre la Faim, Initiateur et responsable pédagogique du Diplôme D'université « santé-solidarité-précarité » à la faculté de médecine de Grenoble (UGA). Jeanne Durieux, en Master de journalisme à Sciences Po Aix-en-Provence, a réalisé cet entretien pour *Diploweb.com*

Notes

[1] Mi-2021 les estimations sont les suivantes pour l'Afghanistan : Accroissement naturel 2,6 pour cent ; Accroissement migratoire - 2 pour mille. Source : à paraître, *Population et Avenir*, n°755, novembre-décembre 2021.

<https://www.population-et-avenir.com/revue-population-avenir/>